

## Dynamiques démographiques, politiques sociales et relations entre générations : vers de nouvelles configurations ?

29 - 30 septembre 2015

**Françoise RIVIÈRE** est responsable adjointe de la Division Recherches et développement de l'Agence française de Développement. Elle est par ailleurs plus particulièrement en charge du programme de recherche sur les modèles de développement outre-mer. Docteur en sciences économiques de l'université Paris I-Panthéon-Sorbonne, elle a soutenu sa thèse à TEAM-Pôle développement. Ses travaux ont d'abord porté sur le lien entre dépenses publiques d'infrastructure et d'éducation et croissance endogène, d'un point de vue macroéconomique et microéconomique. Elle a mené par la suite plusieurs missions pour divers organismes (Ministère de l'éducation, Ministère de la recherche, Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, Région Réunion...) et a publié plusieurs articles sur les économies du Sud-ouest de l'océan indien (notamment l'île Maurice et Madagascar) et les économies ultramarines françaises.

### Publications récentes de Françoise RIVIÈRE

Françoise RIVIÈRE, «Vulnérabilités des économies ultramarines», Document de travail n°145, Collection Recherche de l'AFD (en collaboration avec Goujon, M. et Hoarau JF.).

Françoise RIVIÈRE, Préface de l'ouvrage «Mayotte, Etat des lieux, enjeux et perspectives. Regards croisés sur le dernier-né des départements français», l'Harmattan, 2015.

Françoise RIVIÈRE, «Les Outre-mer au sein du territoire national, entre rattrapage et particularités» in «Vers l'égalité des territoires», la documentation française, février 2013.

Françoise RIVIÈRE, «Développement des économies ultramarines et dépendance à la métropole», Regards sur l'actualité n°355, La Documentation française, novembre 2009.

**Titre d'intervention :** *Quand le modèle social précède le modèle économique : entre Nord et Sud, le cas des Outre-mer français*

### Résumé

Les trajectoires économiques des départements et collectivités d'Outre-mer (DOM-COM) s'inscrivent dans des contextes démographiques et sociaux différents. Les transferts publics et l'alignement progressif des prestations sociales et des minima sociaux ont permis la réalisation de progrès en termes de revenu par habitant, d'éducation et de santé. Les indicateurs de développement humain des DOM-COM montrent que les progrès ont été en moyenne plus rapides dans les outre-mer que dans l'hexagone sur la période 1990-2010, ces derniers reposant sur une amélioration sensible du niveau de vie des populations, une progression de l'espérance de vie, et par une augmentation du niveau d'éducation.

Cependant, les DOM-COM font face à un chômage endémique élevé et plus de la moitié des jeunes ultramarins sont privés d'emploi. Les régions d'Outre-mer « historiques » (La Réunion, Martinique, Guadeloupe, Guyane) font ainsi partie des 17 régions européennes où le taux de chômage est supérieur au double de la moyenne européenne aux côtés de régions espagnoles et grecques.

Le dynamisme économique qu'a connu ces territoires jusqu'à la crise de 2008 n'a pas permis de réduire les taux de pauvreté, substantiellement plus élevés dans les DOM comparés au référentiel national et ce, malgré les politiques sociales. De même, les inégalités ont globalement augmenté au cours de la décennie 2000, pourtant marquée par une croissance forte. Les indices de Gini des DOM-COM se rapprochent de ceux de certains pays d'Amérique latine, même après redistribution. Il s'agit d'éviter une marginalisation d'une part de plus importante des populations.

Les anciens relais de croissance s'essouffant (hausse du pouvoir d'achat par le rattrapage social, commande publique, défiscalisation), il est nécessaire aujourd'hui d'en identifier de nouveaux. Dans un contexte marqué par des contraintes budgétaires fortes aux niveaux européen, national et local, ces évolutions questionnent la viabilité du modèle actuel. La question clé reste celle de l'emploi. Un nouveau modèle et une stratégie de développement économique restent à (ré) inventer.